Nations Unies A/71/752

Assemblée générale

Distr. générale
19 janvier 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 115 h) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres du Corps commun d'inspection

Note du Président de l'Assemblée générale

1. Comme indiqué au paragraphe 6 de la note du Secrétaire général (A/71/178) en date du 21 juillet 2016, l'Assemblée générale devra pourvoir les sièges qui seront devenus vacants à l'expiration, le 31 décembre 2017, des mandats de M^me^ Sukai Elie Prom-Jackson (Gambie) et de MM. George Bartsiotas (États-Unis d'Amérique), Gennady Tarasov (Fédération de Russie), Jean Wesley Cazeau (Haïti) et Gopinathan Achamkulangare (Inde). En outre, comme indiqué au paragraphe 1 de la note du Secrétaire général (A/71/178/Add.1) en date du 9 novembre 2016, l'Assemblée générale, à sa 29^e^ séance plénière tenue le 14 octobre 2016, a décidé de pourvoir pour un mandat prenant effet le 1^er^ janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2021, un siège devenu vacant au Corps commun d'inspection à la suite de la démission de M. George Bartsiotas (États-Unis d'Amérique) à compter du 30 septembre 2016.

2. À la 45^e^ séance plénière de l'Assemblée générale, le 10 novembre 2016, conformément aux procédures décrites au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection ainsi qu'à la résolution 61/238, le Président de l'Assemblée générale, après avoir consulté les États Membres et établi une liste de pays parmi ceux du Groupe des États d'Afrique, du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, du Groupe des États d'Europe orientale et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, a demandé à la Fédération de Russie, à la Gambie, à Haïti, et à l'Inde de proposer des candidats (voir annexes I à IV) pour un mandat de cinq ans à compter du 1^er^ janvier 2018.

3. Conformément au paragraphe 7 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, les candidats doivent avoir de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigation, évaluations, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines,

Merci de recycler

gestion, administration publique, suivi et exécution des programmes, et connaître le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.

4. Le Président de l'Assemblée générale a tenu les consultations visées au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, notamment avec le Président du Conseil économique et social et le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Les réponses du Président du Conseil économique et social et du Secrétaire général aux lettres identiques qu'il leur a adressées le 11 novembre 2016 figurent aux annexes V et VI.

5. Ayant mené à bien les consultations requises, le Président de l'Assemblée générale a l'honneur de présenter à l'Assemblée les candidatures ci-après à des postes de membre du Corps commun d'inspection pour un mandat commençant le 1er janvier 2018 et prenant fin le 31 décembre 2022 :

Mme Sukai Elie Prom-Jackson (Gambie);

M. Jean Wesley Cazeau (Haïti);

M. Gopinathan Achamkulangare (Inde);

M. Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie).

Annexe I

Note verbale datée du 11 juin 2016, adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la Gambie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Gambie auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur d'informer le Secrétariat de l'ONU que le Gouvernement gambien a décidé de présenter la candidature de M^me^ Sukai Prom-Jackson à sa réélection comme membre du Corps commun d'inspection pour la période 2018-2022, lors de l'élection qui se tiendra en novembre 2016.

M^me^ Prom-Jackson est une éminente experte de niveau mondial spécialisée dans l'évaluation du développement, l'éducation et le renforcement des institutions. Elle est hautement qualifiée en matière de recherche sur les politiques, de planification stratégique et de gestion. Sa candidature à sa réélection est motivée par le fait que, bien qu'ayant déjà contribué activement aux travaux du Corps commun d'inspection, elle se propose de continuer de faire fond sur les progrès accomplis et de renforcer la capacité du Corps commun d'inspection de satisfaire aux exigences des États Membres et d'employer des moyens efficaces pour faire en sorte que la fonction d'évaluation et la stratégie du Corps commun d'inspection soient intégrées.

Pièce jointe

Sukai E. Prom-Jackson (Gambie)*

A. Aperçu

Plus de trente années d'expérience dans le développement international, acquise notamment dans plus de 30 pays en développement, et dans l'examen de questions régionales et mondiales.

Inspectrice, Corps commun d'inspection du système des Nations Unies (poste actuel) : Travail axé sur l'appui aux réformes visant à garantir la qualité, l'utilité et la viabilité de la fonction d'évaluation des organismes des Nations Unies, afin d'assurer la gouvernance et d'apporter des améliorations. A piloté l'analyse de la fonction d'évaluation et de gestion axée sur les résultats dans le système des Nations Unies et occupé le poste d'inspectrice principale du Corps commun d'inspection pour la politique de l'Assemblée générale relative à l'évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement. L'importance qu'elle attache aux capacités nationales en matière d'évaluation l'a amenée à publier des articles pour la Banque africaine de développement et à conseiller le Centre de formation sur l'évaluation et les résultats (initiative CLEAR) pour l'Afrique créé par la Banque mondiale.

Responsable et administratrice, Bureau indépendant d'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pendant sept ans, et membre du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (avant de travailler au Corps commun d'inspection). Principales réalisations : a géré et mené des évaluations complexes d'activités opérationnelles de développement, élaboré des politiques d'évaluation et renforcé les capacités de façon à ce que les évaluations du PNUD et des organismes des Nations Unies soient plus rigoureuses et de meilleure qualité. A également animé une formation à l'évaluation destinée au personnel des organismes des Nations Unies et à des partenaires dans le monde entier.

Banque mondiale, pendant 15 ans (avant de travailler au PNUD). A accompli différentes tâches, parmi lesquelles : travaux de recherche et élaboration de politiques; planification stratégique, conception et gestion de programmes et projets relatifs à des opérations de crédit; gestion de programmes et coordination de partenariats concernant la stratégie de la Banque non liée au crédit. A également fixé la ligne de conduite relative à l'évaluation du programme de formation professionnelle, mis en place le mécanisme et les modalités d'évaluation de ce programme, et formé des spécialistes de l'évaluation, des administrateurs et des partenaires nationaux.

Expérience antérieure, aux États-Unis et en Gambie (1974-1990), notamment : contrôle de centres de recherche et d'évaluation universitaires et régionaux financés par le Gouvernement américain; chargée de cours à l'université et directrice de thèse; consultante en gestion; réalisation d'études sur les minorités et les incidences sur l'action menée; élaboration et gestion du programme du Peace Corps américain en Gambie; aide au Gouvernement gambien pour l'élaboration de politiques et de stratégies concernant l'éducation et les examens; enseignante en Gambie.

Tout au long de sa carrière, *a pris part à de nombreuses initiatives régionales*

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

et mondiales et à des réseaux professionnels pour l'évaluation. A notamment joué un rôle de premier plan dans le Réseau des réseaux d'évaluation d'impact, dans les examens par les pairs des fonctions d'évaluation réalisés par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et dans les examens d'efficacité multilatéraux.

B. Formation universitaire

- *Doctor of Philosophy :* psychopédagogie (domaines de spécialisation : recherche sur les politiques, mesure, évaluation et développement humain), Howard University, Washington, États-Unis d'Amérique, 1982.
- *Master of Education* : planification stratégique, élaboration de programmes et enseignement, Howard University, Washington, États-Unis d'Amérique, 1978.
- *Bachelor of Arts* : histoire et français, Middlebury College, Vermont, États-Unis d'Amérique, 1974.

C. Expérience professionnelle et réalisations

Résumé 1 : évaluation, recherche, mesure, inspection

Plus de vingt-cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine, acquise dans le cadre d'activités telles que l'élaboration de politiques d'évaluation, l'élaboration et la gestion de programmes de recherche et d'évaluation et la réalisation de diverses études importantes pour la responsabilisation, l'élaboration de politiques, l'évolution des institutions et l'amélioration des programmes. Cette expérience a été acquise auprès du Corps commun d'inspection, du PNUD, de la Banque mondiale, du Gouvernement américain et d'universités.

1.1. Inspectrice, Corps commun d'inspection (2013-2017)

Pendant trois ans, a assumé le poste d'inspectrice chargée d'exécuter la mission d'évaluation, d'inspection et d'enquête du Corps commun d'inspection. Parmi les tâches les plus importantes accomplies à ce jour dans le cadre de ces fonctions, a joué un rôle de premier plan dans les domaines ci-après, qui représentaient les principaux défis que le Corps commun d'inspection devait relever et faisaient partie de son programme de réforme :

- Renforcement du rôle moteur du Corps commun d'inspection en matière d'évaluation et de promotion de la démarche axée sur les résultats, de manière à rendre la gouvernance plus efficace et à faciliter la définition d'orientations et la transformation du système des Nations Unies;
- Développement des travaux du Corps commun d'inspection, afin qu'il ne se concentre pas uniquement sur l'efficacité des organismes des Nations Unies, mais étudie également leur contribution à l'efficacité de l'aide, l'objectif étant que le système des Nations Unies donne plus de résultats;
- Mise au point de nouveaux mécanismes dans le but de renforcer le partenariat établi avec le Corps commun d'inspection, d'améliorer la communication et d'accroître la visibilité du Corps commun d'inspection, afin d'accroître son utilité et sa valeur ajoutée à l'appui de la prise de décisions;

- Application plus rigoureuse de méthodes d'évaluation et d'analyse dans les études réalisées par le Corps commun d'inspection, afin de renforcer la fiabilité de ses rapports.

Au Corps commun d'inspection, travail clairement axé sur les analyses réalisées à l'échelle du système (plutôt que celles portant sur un organisme en particulier). A également dirigé l'établissement de deux rapports du Corps commun d'inspection et contribué à la rédaction de deux autres : Analyse de la fonction d'évaluation dans le système des Nations Unies (2014); Cadre d'analyse comparative pour une évaluation de la gestion axée sur les résultats à l'échelle du système : Examen à l'échelle du système de la gestion axée sur les résultats (2016); Examen de la gestion des partenaires d'exécution dans les organismes des Nations Unies (2013); Évaluation de l'intégration de la question du plein emploi productif et du travail décent par les organismes du système des Nations Unies (2014).

Actuellement Inspectrice principale du Corps commun d'inspection chargée de l'initiative de l'Assemblée générale relative à l'évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement. Dans le cadre de ces fonctions et en sa qualité de Présidente du mécanisme provisoire de coordination à l'échelle du système chargé d'évaluer les activités opérationnelles mises en œuvre en faveur du développement, en plus de son rôle important dans la conduite et la coordination des évaluations pilotes, s'efforce de mettre au point des moyens adéquats et viables pour gérer et réaliser une évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement à l'appui des capacités de prise de décisions des organes délibérants et directeurs. Cette initiative signifie que le rôle habituel du Corps commun d'inspection doit être étendu, afin qu'il se concentre sur les évaluations de l'efficacité des organismes et des institutions, et offre de nombreuses possibilités de renforcer la réforme et la pertinence du Corps commun d'inspection afin de donner plus d'efficacité au développement.

En sa qualité d'Inspectrice, s'est employée à établir un dialogue avec les acteurs du système des Nations Unies afin que les examens réalisés par le Corps commun d'inspection soient plus pertinents, mieux acceptés et qu'ils servent davantage. À cet égard, sur invitation, a fait plusieurs présentations à l'intention des membres du Conseil des chefs de secrétariat et du personnel des Nations Unies. A notamment présenté des exposés à l'UNESCO, à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, à la Commission économique pour l'Europe, à une délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en visite à Genève et au congrès annuel de la Société suisse d'évaluation, en 2015, dans le cadre de l'Année internationale de l'évaluation.

En plus de son travail relatif à des projets du Corps commun d'inspection, joue un rôle actif dans l'assurance de la qualité de tous les documents du Corps commun et a contribué à l'application de méthodes plus rigoureuses dans l'établissement des documents du Corps commun d'inspection.

1.2. Conseillère principale pour l'évaluation et administratrice hors classe, Bureau de l'évaluation du PNUD (2005-2012)

Pendant sept années, en tant que membre de l'équipe de gestion du Bureau indépendant d'évaluation du PNUD et coordonnatrice des questions de méthodologie, d'amélioration de la qualité, de partenariat et de gestion du savoir, a collaboré avec les hauts responsables, les chefs d'équipe et les coordonnateurs du

Bureau en vue d'en accroître la légitimité, la crédibilité, l'indépendance et l'autorité, dans le cadre des activités suivantes :

Amélioration de la fonction d'évaluation du PNUD :

- A établi un *cadre institutionnel commun* pour la fonction d'évaluation du PNUD, en menant diverses activités : élaboration, en 2006, de la première politique d'évaluation du PNUD, qui a été approuvée par le Conseil d'administration du Programme; élaboration de directives et procédures opérationnelles ainsi que de manuels concernant la mise en œuvre de la politique, afin d'en améliorer l'homogénéité et la cohérence; renforcement des moyens d'application de la politique d'évaluation, à l'aide de formations organisées à l'intention du personnel et des administrateurs et d'ateliers régionaux et autres activités visant à intégrer systématiquement l'évaluation dans le cycle de programmation du PNUD et dans les outils et instruments qu'il utilise;
- A aidé au renforcement de la responsabilisation au niveau de l'organisation, moyennant : a) l'établissement du rapport annuel du PNUD relatif aux activités d'évaluation, qui passe notamment par l'organisation de consultations informelles et de réunions de suivi avec le Conseil d'administration; b) la mise au point de systèmes de gestion de l'information permettant de vérifier l'application des plans d'évaluation et de suivre les mesures prises par l'Administration pour donner suite aux évaluations;
- A amélioré la qualité de la fonction d'évaluation du PNUD et l'a rapprochée d'autres fonctions d'évaluation mondiales, en jouant un rôle de premier plan dans l'examen par les pairs de la fonction d'évaluation du PNUD réalisé à titre expérimental par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Amélioration de la viabilité et du fonctionnement des systèmes de la fonction d'évaluation :

- A défini les critères de qualité et établi le mécanisme d'assurance de la qualité pour les groupes chargés des évaluations décentralisées et l'établissement des rapports sur la qualité des évaluations, afin de permettre au PNUD de prendre des mesures pour en améliorer la qualité;
- A mené un dialogue sur les moyens de renforcer la viabilité de la fonction d'évaluation en contribuant à renforcer les capacités de diverses associations régionales d'évaluation, notamment celles de l'Association africaine d'évaluation;.
- A joué un rôle de premier plan dans le lancement de la conférence sur les capacités nationales d'évaluation, qui repose sur une stratégie dont l'objectif est de favoriser la prise en main du projet par les spécialistes de l'évaluation et d'autres acteurs des diverses régions.

Gestion du Bureau de l'évaluation de manière à atteindre les résultats escomptés :

- A défini les orientations stratégiques du Bureau ainsi que les principaux résultats et prestations à fournir; a assuré le suivi de l'exécution du programme

de travail et introduit les modifications nécessaires dans les effectifs, la charge de travail et l'allocation des ressources; a mis en place des mesures nécessaires pour répondre aux impératifs et exigences du PNUD en matière de responsabilisation et d'amélioration, et fourni des conseils au Bureau indépendant d'évaluation sur le règlement des problèmes institutionnels concernant tant le PNUD que le programme de réforme du système des Nations Unies relatif à la gestion axée sur les résultat et sur la cohérence;

- A coordonné les travaux du Bureau de l'évaluation portant sur ses méthodes visant à améliorer la qualité et la fiabilité de ses évaluations, en particulier les plus complexes. Cette tâche exigeait notamment de collaborer avec d'importants spécialistes de l'évaluation extérieurs au Programme et de procéder à des évaluations, en vue d'améliorer la responsabilisation et l'apprentissage et de mettre au point des méthodes d'évaluation stratégique, y compris d'évaluation thématique, nationale et axée sur l'efficacité;
- A représenté le Bureau indépendant d'évaluation à bon nombre de réunions et séminaires internationaux portant sur l'évaluation du développement, l'efficacité de l'aide au développement et les partenariats en place;
- A renforcé les liens entre la fonction d'évaluation centrale et la stratégie du PNUD et assumé des responsabilités dans divers domaines au sein du Programme, dont l'examen des politiques d'évaluation d'autres organismes des Nations Unies, la participation aux travaux des jurys d'entretien du Bureau de la gestion des ressources humaines, l'élaboration d'un mécanisme de responsabilisation comprenant notamment un tableau de bord prospectif et la liaison avec les fonds et programmes associés (Fonds d'équipement des Nations Unies et programme des Volontaires des Nations Unies), ainsi qu'avec le Groupe du développement des capacités du PNUD.

Coordonnatrice d'initiatives spéciales relatives à l'évaluation, en partenariat avec le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) et d'autres réseaux professionnels :

Le Bureau de l'évaluation du PNUD joue un rôle de chef de file pour ce qui est d'améliorer l'évaluation de l'aide au développement et de promouvoir l'utilisation de méthodes d'évaluation appropriées. À cet égard, a joué un rôle moteur entre 2005 et 2009 :

Chef d'équipe du GNUE : évaluation et harmonisation à l'échelle du système

- A collaboré avec les membres du Groupe pour définir les principes directeurs et la méthode en vue d'une évaluation conjointe du système des Nations Unies en Afrique du Sud devant être menée au niveau national; a dirigé une mission préliminaire visant à apprécier la demande d'évaluation plus précisément, à définir un cadre de partenariat, à établir le budget de l'évaluation et à élaborer un plan de financement;
- A collaboré avec le GNUE et le Département sud-africain des affaires étrangères pour mettre au point les modalités de participation du Gouvernement à l'évaluation, le but étant d'en assurer la qualité et l'utilité, et définir le cadre de la mission préliminaire ainsi que le plan de gestion et d'exécution de l'évaluation. L'évaluation a été menée par une autre équipe.

Chef d'équipe du GNUE : Réseau des réseaux d'évaluation d'impact

A assuré la liaison entre le GNUE et le Réseau, et entre le PNUD et l'Initiative internationale pour l'évaluation des impacts (3ie), en vue de définir l'orientation stratégique de l'évaluation des impacts au niveau international et de diriger les travaux d'évaluation qualitative des impacts.

Coprésidente de l'Équipe spéciale pour la formation chargée du renforcement des capacités d'évaluation

- A élaboré et mis en œuvre une stratégie de formation à l'intention du personnel de l'ONU et de ses organismes partenaires; apprécié la capacité du GNUE de mettre en œuvre la stratégie de formation de façon durable; évalué un plan d'élaboration d'un module de formation en ligne consacré à l'évaluation dans le système des Nations Unies; mis au point un cadre de partenariat pour l'évaluation de la formation avec l'École des cadres du système des Nations Unies.

1.3. Spécialiste principale de l'éducation, Réseau du développement humain, Banque mondiale (2002-2004)

En tant que spécialiste principale chargée de la mesure et de l'évaluation au sein de l'unité Éducation du Réseau :

- A contribué aux activités de la Banque mondiale en matière de mesure et d'évaluation des résultats; dispensé une formation sur les méthodes de mesure, de recherche et d'évaluation au personnel de la Banque et au niveau international; et fourni des orientations et un appui au personnel de la Banque chargé d'appliquer le programme de mesure et d'évaluation des résultats;.
- A dirigé l'élaboration du cadre de résultats pour le suivi et l'évaluation de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, en collaboration avec les principaux partenaires, et collaboré avec des organismes internes et externes ainsi que des donateurs pour améliorer la qualité et l'accessibilité des données, renforcer les capacités des clients en matière de mesure et d'évaluation, et harmoniser l'action des donateurs en matière de suivi et d'évaluation;.
- A entrepris, avec d'autres spécialistes du suivi et de l'évaluation, la mise en place du groupe de travail sur ces questions et d'un programme de travail sur les évaluations d'impact cadrant avec l'Initiative pour l'évaluation de l'impact au plan du développement (DIME).

1.4. Spécialiste principale de l'éducation, Groupe de l'évaluation de l'Institut de la Banque mondiale (1998-2002)

- **A dirigé l'élaboration des premières politique et stratégie d'évaluation du programme de valorisation du personnel** au regard des objectifs fondamentaux de responsabilisation, d'amélioration du programme et de développement des connaissances;
- A coordonné, à l'échelle de la Banque mondiale, l'examen d'un système de gouvernance du programme d'excellence professionnelle des services de la Banque, établi un système viable d'évaluation, en partenariat avec les

principales parties prenantes, et assuré la planification et la gestion de multiples études d'évaluation;

- A dirigé la mise à niveau du système de mesure des processus d'apprentissage et des résultats du programme de formation des clients de la Banque, qui utilise à la fois des méthodes de mesure classiques et nouvelles;
- A engagé une réflexion approfondie sur les formes d'évaluation d'impact appropriées pour différents produits;
- A fourni des conseils techniques sur l'évaluation formative à différents services de la Banque.

1.5. Chargée de recherche, Office of Educational Research and Improvement, Gouvernement des États-Unis (1983-1986)

- A élaboré des politiques de recherche pédagogique et d'évaluation de l'éducation;
- A établi des contrats et programmes de bourse, suivi et amélioré leur mise en œuvre par des grandes institutions de recherche de l'Université de Harvard, de l'Université de Yale et de l'Université de Californie à Los Angeles, et par des laboratoires de recherche régionaux;
- A assuré la coordination entre les institutions gouvernementales, les centres de recherche et les professionnels, et analysé les résultats pour recommander des politiques et des programmes nationaux;
- A évalué les innovations dans le domaine de l'éducation et aidé à mettre en place des systèmes d'évaluation dans plusieurs États.

1.6. Chargée de recherche, Office of Strategic Planning, Research and Accountability, Administration des écoles publiques du district de Columbia (1979-1982)

- A mené des évaluations approfondies de l'efficacité des programmes nationaux financés par le Gouvernement fédéral (une première section concernant les minorités et une deuxième concernant les innovations dans le domaine de l'éducation);
- A dirigé et publié des études et présenté des exposés sur les thèmes suivants : culture et cognition, minorités dans les mathématiques et les sciences, enseignants et enseignement, utilisation efficace du temps d'instruction et milieu familial et résultats;
- A aidé les directeurs de programme à améliorer les moyens d'évaluation de leurs programmes et formé leurs collaborateurs aux notions de mesure et d'évaluation;
- A supervisé les travaux de diverses équipes de recherche sur un large éventail de sujets ayant trait à l'éducation.

1.7. Chargée de cours et directrice de thèse de doctorat, Université Howard (1981-1984)

- Chargée de cours dans les matières suivantes : statistique, conception d'études, méthodes d'évaluation, psychométrie et apprentissage et développement cognitif.

Résumé 2 : Formulation de politiques, planification stratégique, conception et gestion de programmes et projets (1983-2004)

Pendant plus de treize ans (1984-2004), a formulé ou aidé à établir des politiques et des stratégies en matière d'éducation aux États-Unis et en Afrique, et élaboré et mis en œuvre divers programmes. Dans le cadre des fonctions ci-après occupées à la Banque mondiale, a acquis une précieuse expérience qui lui a permis de prendre la mesure des difficultés et des possibilités que présentaient les partenariats, l'innovation dans un monde complexe en évolution et l'aide au développement.

2.1. Élaboration de politiques et de stratégies

- En tant que chef de projet pour un programme de réforme du secteur de l'éducation au Bénin, a engagé avec les partenaires publics un processus participatif visant à réviser la politique et la stratégie en matière d'éducation, afin de remanier l'organisation et le financement du secteur de l'éducation, et à élaborer un programme de financement du secteur par la Banque mondiale et d'autres donateurs (1990-1994). L'une des grandes réalisations a été l'ouverture d'un internat qui a permis aux filles d'avoir accès à l'enseignement secondaire. Ce projet faisait suite à un travail d'analyse sur l'éducation et le développement des filles, entrepris auparavant au sein de la Banque mondiale.
- En tant que spécialiste principale de la formation, a collaboré avec l'unité Politique opérationnelle et aide aux pays, ainsi qu'avec les conseillers principaux de la Banque chargés des opérations régionales, pour élaborer, planifier et mettre en œuvre le premier programme de formation intégré sur les opérations et la gestion du portefeuille de la Banque destiné au personnel et aux clients de la Banque (1994-1998).
- A dirigé l'élaboration d'un programme complet de formation à l'intention du personnel et des cadres de la Banque sur les nouveaux instruments de prêt de l'institution et sur son cadre de gestion axée sur les résultats, aux fins de la conception, du suivi et de l'évaluation des projets et programmes, et fourni une assistance et une formation au personnel, aux responsables et aux clients de la Banque concernant l'utilisation du cadre de résultats comme instrument participatif de planification et d'amélioration des moyens d'évaluation (1995-2000).

2.2. Gestion et coordination

Depuis 1987, a assuré la gestion et la coordination de nombreux programmes, acquérant ainsi d'excellentes compétences en matière de planification, de budgétisation, de sélection et d'orientation du personnel et d'exécution des programmes de travail. Outre les fonctions de direction et de gestion exercées au PNUD, a mené à bien d'importants travaux dans les domaines présentés ci-dessous.

Coordonnatrice des programmes d'éducation, du Mécanisme d'octroi de dons pour le développement, des programmes de partenariats mondiaux et régionaux et du programme de perfectionnement professionnel, Réseau du développement humain, Banque mondiale (2002-2004)

- A élaboré des stratégies, plans et budgets pour les programmes et partenariats mondiaux, en collaboration avec leurs responsables sectoriels; a conseillé une vingtaine de chefs de projets et de responsables en matière d'assurance de la qualité dans la conception des projets; a aidé les services de la Banque à repérer des partenaires potentiels et à nouer des partenariats axés sur les questions liées au développement humain dans le monde;
- A collaboré avec le Réseau du développement humain à la mise en œuvre de programmes dans différents secteurs;
- A représenté la Division au Conseil pour l'acquisition et le partage des connaissances de la Banque mondiale et au Conseil des programmes et des partenariats mondiaux.

Responsable par intérim, Cellule d'évaluation de l'Institut de la Banque mondiale (2000-2001)

- A collaboré avec le Directeur de la Cellule pour renforcer la stabilité de ses opérations et établir des objectifs, des plans et un budget pour le programme d'évaluation de la formation des clients de la Banque, et encadré une équipe de plus de 15 personnes, ainsi que des chercheurs et spécialistes de l'évaluation, afin d'atteindre les objectifs opérationnels de la Cellule tout en respectant les contraintes budgétaires et les impératifs de qualité.

Directrice associée pour l'éducation et la santé, Peace Corps des États-Unis (Gambie, 1986-1988)

- A dirigé la mise au point du programme d'éducation et de santé, mis davantage l'accent sur les résultats et renforcé son intérêt stratégique, en menant les activités suivantes :
  - A évalué et restructuré les programmes d'éducation et de santé;
  - A géré les programmes et encadré une cinquantaine de volontaires du Peace Corps disposant de diplômes universitaires et d'expériences professionnelles en mathématiques, sciences, ingénierie, santé publique et développement local;
  - A aidé le Gouvernement gambien à reformuler sa politique en matière d'éducation et à réorganiser le système national d'examens;.
  - A mis en place un large éventail de petits projets d'intérêt local, en partenariat avec diverses organisations non gouvernementales, pour renforcer l'autonomisation des populations locales et en particulier des femmes.

Résumé 3 : Facilitation de l'apprentissage et de l'enseignement

A particulièrement à cœur d'aider les gens à améliorer leurs facultés de compréhension, leurs connaissances et leurs compétences, comme en témoignent les aspects de son parcours énumérés ci-après :

- A étudié les sciences cognitives, les liens entre culture et cognition et la psychologie ethnographique pour comprendre les modes d'acquisition de connaissances, les schémas cognitifs et les différents styles d'apprentissage, ainsi que leur influence sur les modes de pensée, les attitudes et les comportements;
- A enseigné et facilité l'apprentissage et le changement de comportement dans différents groupes de population (enfants, adolescents, étudiants, responsables, directeurs de programme, professionnels, chercheurs et spécialistes de l'évaluation);
- A élaboré un programme d'enseignement intégré accélérant l'apprentissage et le changement de comportement, à partir d'un modèle tenant compte des besoins des institutions et des individus, des résultats attendus, des systèmes d'incitation et de la nécessité de privilégier l'apprentissage permanent et le changement au niveau des organisations;
- A participé à la mise en place de modèles induisant d'importants changements, comme celui intitulé « Accelerating Results Together », pour promouvoir l'élaboration de politiques et de programmes d'excellence professionnelle faisant du personnel de la Banque mondiale des apprenants et des promoteurs du savoir hors pair;
- A entrepris des activités de suivi des évaluations sommatives visant essentiellement à déterminer ce qui fonctionne, comment et pourquoi;
- A étudié et appliqué des modèles d'évaluation formative pour comprendre les processus de transformation par lesquels les individus s'approprient les innovations, les changements qu'ils opèrent et les types de soutien nécessaires à chaque étape du processus.

Annexe II

Note verbale datée du 21 mars 2016, adressée au Secrétariat par la Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français]

La Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur d'informer le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de la décision du Gouvernement d'Haïti de présenter la candidature de M. Jean Wesley Cazeau en vue de sa réélection au Corps commun d'inspection, pour un mandat couvrant la période 2018-2022, lors des élections qui auront lieu en novembre 2016.

Cette candidature avait été transmise aux missions permanentes des États Membres de l'Organisation des Nations Unies en décembre 2014.

Pièce jointe

Jean Wesley Cazeau (Haïti)*

[Original : français]

I. Expérience

1er janvier 2013-jusqu'à date	Genève (Suisse) : Corps commun d'inspection des Nations Unies **Inspecteur**
6 juillet 2012-28 décembre 2012	New York : Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies **Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent**
10 novembre 2011-5 juillet 2012	New York : Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies **Représentant permanent désigné**
Octobre 2005-10 novembre 2011	New York : Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies **Ambassadeur, Représentant permanent adjoint**
Mars 2005- octobre 2005	New York : Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies **Ministre conseiller, délégué à la Cinquième Commission et suppléant à la Deuxième**
Mars 2003-mars 2005	New York : Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies **Conseiller, délégué à la Cinquième Commission et suppléant à la Deuxième**
Août 2001-mars 2003	Port-au-Prince, Haïti : Centre d'études secondaires **Professeur principal** **Conseiller pédagogique**

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

Mars 2003-à date	**Conseiller pédagogique**
Mars 1999-à date	Port-au-Prince, Haïti : Centre d'études diplomatiques et internationales (CEDI)
	Professeur
	Conseiller pédagogique
Mars 2003-à date	**Conseiller pédagogique.**
Février 1998-mars1999	Port-au-Prince, Haïti : Centre pour la libre entreprise et la démocratie (CLED**)**
	Directeur exécutif adjoint
Mai 1995-février 1998	Port-au-Prince, Haïti : International Criminal Investigative Training Assistance Program (ICITAP) – Centre de formation de la Police nationale d'Haïti
	Consultant/traducteur
	Conseiller culturel
Décembre 1994-avril 1995	Port-au-Prince, Haïti : Mirabreak (Groupe GB)
	Administrateur et Chef du personnel
Septembre 1992-juin 1994	Washington : Howard University
	Professeur de français
Août 1991-août 1992	**Année sabbatique**
Avril 1989-juillet 1991	Washington : ambassade d'Haïti
	Conseiller – chargé des affaires administratives et consulaires. Délégué suppléant près l'Organisation des États Américains (OEA)
Février 1986-mars 1989	Washington : ambassade d'Haïti
	Premier Secrétaire – Chargé des affaires consulaires et délégué suppléant près l'Organisation des États américains, (OEA)
Octobre 1985-janvier 1986	New York : Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies

	Premier Secrétaire
Octobre 1984-octobre 1985	Port-au-Prince, Haïti : Ministères des affaires étrangères et des cultes
	Premier assistant directeur à la Direction des institutions internationales, congrès et conférences
Février 1980-septembre 1984	Port-au-Prince, Haïti : Ministère des affaires étrangères et des cultes

II. Éducation

1992-1994	Washington : Howard University
	Maîtrise ès lettres avec concentration en langues étrangères et littératures modernes et option relations internationales
1986-1988	Maryland : Montgomery College
	Études d'anglais
1977-1982	Port-au-Prince, Haïti : INAGHEI
	Relations internationales et sciences politiques
1980-1982	Port-au-Prince, Haïti : Union School
	Études d'anglais

III. Séminaires

1982	Port-au-Prince, Haïti : Les multinationales dans les pays en voie de développement (INAGHEI)
Juillet 1986	Washington : Organisation des États Américains: Le tiers monde et la diplomatie
Novembre 1989	Washington : Les lois américaines et les procédures consulaires
Août 1990	Washington, Département d'État : Les relations internationales
Juillet 1998	Port-au-Prince, Haïti : Business Association Training (CIPE/CLED)

Annexe III

Lettre datée du 4 février 2016, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement indien a décidé de présenter la candidature de M. Gopinathan Achamkulangare à l'élection des membres du Corps commun d'inspection pour un mandat couvrant la période 2018-2022 qui aura lieu en novembre 2016. M. Gopinathan Achamkulangare, qui est membre du Corps commun pour la période 2013-2017, en assure actuellement la présidence pour l'année 2016.

(*Signé*) Syed **Akbaruddin**

Pièce jointe

Gopinathan Achamkulangare (Inde)*

Janvier 2013 à ce jour : Inspecteur, Corps commun d'inspection du système des Nations Unies, Genève

Janvier 2009-décembre 2011 : Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Novembre 2005-janvier 2009 : Ambassadeur de l'Inde en Égypte

Janvier 2002-septembre 2005 Représentant permanent adjoint de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

Août 1997-décembre 2001 : Cosecrétaire de la Division des Nations Unies, Ministère des affaires extérieures, New Delhi; droits de l'homme et questions humanitaires; environnement, changements climatiques et développement durable; élections et candidatures; fonds et programmes des Nations Unies; institutions spécialisées; et autres questions économiques et sociales dont s'occupent différents organes de l'ONU et autres organisations internationales.

Août 1993-juillet 1997 : Haut-Commissaire adjoint de l'Inde à Maurice

Novembre 1990-août 1993 : Premier Secrétaire/Conseiller, Haute Commission de l'Inde, Colombo

Février 1987-septembre 1990 : Premier Secrétaire (affaires économiques), Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

Juin 1984-janvier 1987 : Secrétaire adjoint/Vice-Secrétaire (administration), Ministère des affaires extérieures, New Delhi

Novembre 1981-juin 1984 : Deuxième Secrétaire, ambassade de l'Inde, Doha

Septembre 1979-août 1981 : Troisième Secrétaire, ambassade de l'Inde, Le Caire

Juillet 1977-septembre 1979 : Attaché, Ministère des affaires extérieures, New Delhi

Expérience en rapport avec l'ONU

Janvier 2013 à ce jour : Inspecteur, Corps commun d'inspection du système des Nations Unies, Genève

Auteur de deux rapports : une analyse de la fonction de mobilisation des ressources dans le système des Nations Unies (2013) et une étude de la gestion et de l'administration du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (2014);

Coauteur de plusieurs rapports : Procédure de sélection et de nomination des coordonnateurs résidents des Nations Unies, y compris leur préparation, leur formation et l'appui fourni à leur activité (2013); La coopération entre les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies (2014); Examen de la gestion et de l'administration de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et Prévention, détection et répression de la fraude dans le système des

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

Nations Unies (en cours d'élaboration);

Président du groupe de travail sur les procédures internes depuis juin 2013.

Janvier 2009-décembre 2011 : Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève

Conseil des droits de l'homme (douzième à vingtième sessions, de mars 2009 à septembre 2011); sessions associées de l'examen périodique universel et autres réunions sur les droits de l'homme;

Réunions de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Organisation internationale du Travail et autres institutions spécialisées à Genève (janvier 2009 à décembre 2011), concernant notamment les négociations sur le Cadre de préparation en cas de grippe pandémique et les médicaments d'une qualité, d'une sécurité et d'une efficacité douteuses;

Facilitateur (nommé par le Président du Conseil des droits de l'homme) pour les questions inscrites à l'ordre du jour et l'examen du programme de travail du Conseil, décembre 2010 à juin 2011;

Membre (nommé par le Président du Conseil des droits de l'homme) du Groupe consultatif chargé de sélectionner les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, juillet 2010 à juin 2011;

Réunions du Groupe de réflexion sur l'examen du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme (Paris, janvier 2010; Rabat, mai 2010; et Séoul, juillet 2010); Journées de réflexion d'Alger (février 2010) et Journées de réflexion de Bangkok (décembre 2010) sur l'examen du Conseil des droits de l'homme; troisième Forum de Budapest sur les droits de l'homme (octobre 2010);

Coordonnateur du Groupe des États d'Asie au Conseil des droits de l'homme, 2009-2010;

Conférence d'examen de Durban sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Genève, avril 2009;

Forum mondial sur la migration et le développement (Athènes, novembre 2009, et Puerto Vallarta (Mexique), 2010).

Janvier 2002 à Septembre 2005 : Représentant permanent adjoint de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

Cinquante-septième à cinquante-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et sommets, débats de haut niveau et séances plénières consacrés à des thèmes spéciaux pendant cette période;

Sessions 2002 à 2005 du Conseil économique et social;

A coordonné la participation de l'Inde aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, qu'il s'agisse de la négociation du mémorandum d'accord et des lettres d'attribution, du déploiement ou des questions logistiques;

A coordonné la participation de l'Inde aux travaux du Comité contre le terrorisme et la présentation des rapports de l'Inde au Comité;

Réunions préparatoires et Sommet mondial de 2005, New York, septembre 2005;

Discussions des pays membres du G-16 sur la réforme de l'ONU, Stockholm, mars 2005;

Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, Maurice, janvier 2005;

Onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, São Paulo (Brésil), juin 2004;

Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit, Almaty (Kazakhstan), août 2003;

Réunions préparatoires du Sommet mondial pour le développement durable (Rio+ 10), tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) en 2002.

Août 1997 à décembre 2001 : Cosecrétaire (questions économiques et sociales en rapport avec l'ONU), Ministère des affaires extérieures, New Delhi

Cinquante-deuxième à cinquante-sixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Cinquante-quatrième à cinquante-septième sessions de la Commission des droits de l'homme, 1998-2001;

Quatrième à huitième sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de ses organes subsidiaires (Buenos Aires, novembre 1998; Bonn, octobre-novembre 1999; La Haye, novembre 2000; Marrakech (Maroc), novembre 2001; New Delhi, novembre 2002); s'est également fait le porte-parole du Groupe des 77 sur les mécanismes du Protocole de Kyoto à la septième session, tenue au Maroc;

Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban (Afrique du Sud), septembre 2001;

Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Bruxelles, mai 2001;

Réunion préparatoire du Groupe des États d'Asie pour la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Téhéran, février 2001;

Réunions préparatoires du Groupe d'organisation et de la première Conférence ministérielle de la Communauté des démocraties, Varsovie, juin 2000;

Session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée d'examiner la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social ainsi que de nouvelles initiatives (Copenhague +5), Genève, juin 2000;

Atelier régional sur les plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme, Bangkok, juillet 1999;

Septième atelier Asie-Pacifique de coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme, New Delhi, février 1999;

Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue, New York, juin 1998;

Conférence intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur les politiques culturelles pour le développement, Stockholm, mars-avril 1998.

Février 1987 à septembre 1990 : Premier Secrétaire (questions économiques), Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

Quarante-deuxième à quarante-quatrième sessions de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Aspects économiques des travaux du Conseil économique et social de 1987 à 1990, notamment sous la présidence de l'Inde en 1990;

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ses organes subsidiaires de 1987 à 1990, notamment en ce qui concerne l'allocation des ressources pour le cinquième cycle de programmation;

Organes intergouvernementaux de l'ONU, y compris les organes subsidiaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social dans le domaine économique (1987-1990);

Négociations relatives à la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, qui a lancé les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et la première réunion du comité préparatoire (1989-1990);

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la coopération économique internationale et son comité préparatoire (1988-1990);

Membre du Groupe intergouvernemental d'experts du Conseil d'administration du PNUD chargé de fournir des conseils sur les nouveaux arrangements applicables aux dépenses d'appui (1989-1990);

Comité préparatoire pour la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1988-1990);

Membre du comité d'experts sur le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero du Groupe des 77 (1988-1990);

Septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, juillet 1987.

Publications, articles et présentations

The Arab spring: challenges and need for support for transition to democracy (manifestation organisée par Brookings à Greentree (New York), novembre 2012)

The Arab spring: supporting transition to democracy (*Indian Foreign Affairs Journal*, octobre-décembre 2012; p. 423 à 432)

India and negotiations on Climate Change (septembre 2012)

India's foreign policy: overview and challenges (septembre 2012)

The Arab spring and India (septembre 2012)

Global Governance and the United Nations (École des cadres du système des Nations Unies, Turin; août 2012)

Global Internet Governance and India (Fédération indienne des chambres de commerce et d'industrie, août 2012)

India-Egypt relations: problems and prospects (août 2012)

India and Global Internet Governance (RIS, juillet 2012)

India, Africa and the case for UN reforms (mai 2012)

Towards a more equitable outcome from Rio plus 20 (RIS, avril 2012)

The Arab spring and democracy (conférence organisée par Wilton Park, Istanbul (Turquie), avril 2012)

Contemporary challenges to multilateralism and global governance (avril 2011)

Medicines of questionable quality, safety and efficacy: current challenges and long-term solutions – a public health perspective (octobre 2010)

Economic development in Africa: South-South cooperation: Africa and the new forms of development partnerships: the Indian experience (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, septembre 2010)

New challenges in multilateral governance (Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, mai 2010)

Expert Meeting on Trade and Climate Change: Trade and Investment Opportunities and Challenges under the Clean Development Mechanism (CDM): the Indian experience (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, Avril 2009)

New directions in India-Africa relations (Egyptian Council for Foreign Affairs, Le Caire, mai 2008)

The prospects for strengthening India-Egypt relations (Le Caire, février 2008)

Towards the 2005 World Summit: The year of UN reform? (mai 2005)

Emissions reduction: beyond the first commitment period (mai 2004*)*

Johannesburg and beyond: towards concrete action (mars 2002)

Climate Change as a survival imperative: implications for international relations (National Defence College, New Delhi, juillet 2000)

The international politics of Human Rights (National Defence College, New Delhi, juillet 1999)

Annexe IV

Lettre datée du 17 Janvier 2017, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de confirmer la candidature de M. Nikolay Lozinskiy à un poste de membre du Corps commun d'inspection, pour un mandat couvrant la période 2018-2022 conformément à la décision prise par l'Assemblée générale lors de la partie principale de sa soixante et onzième session.

(*Signé*) Vitaly **Churkin**

Pièce jointe

Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie)*

Date de naissance : 2 janvier 1956

Langues : russe (langue maternelle), anglais, espagnol

Expérience professionnelle

2013 à ce jour	Directeur adjoint, Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères
2008-2013	Chef de la Division de l'administration et du budget, Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères
2004-2008	Conseiller principal, Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Chef de la Section administrative et budgétaire
2003-2004	Chef de division au Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères
2001-2003	Conseiller principal, Ministère des affaires étrangères
1996-2001	Conseiller, puis Conseiller principal, à la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'ONU à New York, Chef de la Section administrative et budgétaire, représentant de la Fédération de Russie à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies
1993-1996	Chef de division au Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères
1990-1993	Troisième, puis Second, puis Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères
1984-1990	Secrétariat de l'ONU à New York

Participation aux travaux d'organes multilatéraux

2006-2007	Membre du Comité de coordination sur la rémunération
2008-2011	Membre du Groupe d'experts chargé des questions financières et administratives de l'UNESCO et représentant de la Fédération de Russie au Comité des pensions du personnel de l'UNESCO
2011 à ce jour	Membre de l'Organe consultatif indépendant de surveillance de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
2012 à ce jour	Membre du Comité des contributions
2014 à ce jour	Membre du Comité budgétaire du Conseil de l'Europe
2014 à ce jour	Membre du Groupe consultatif de la Commission préparatoire

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

	de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
2014 à ce jour	Membre du Groupe consultatif pour les questions administratives et financières de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

Participation à des réunions internationales et conférences d'organes multilatéraux

Assemblée générale des Nations Unies (Cinquième Commission)

Comité du programme et de la coordination

Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

Conseil exécutif et Assemblée mondiale de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé

Conseil d'administration du Bureau international du Travail et Conférence internationale du Travail

Conseil de l'Union internationale des télécommunications

Comité du programme et budget et assemblées de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

Conseil exécutif et Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Conseil et Assemblée de l'Organisation maritime internationale

Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Groupe de travail du Conseil de l'Arctique sur les questions institutionnelles

Formation

1978-1983	Diplôme de relations économiques internationales de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou

Annexe V

Lettre datée du 15 novembre 2016, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil économique et social

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention votre lettre du 11 novembre 2016 concernant les consultations tenues avec les présidents des groupes régionaux afin de pourvoir quatre sièges qui deviendront vacants au Corps commun d'inspection le 31 décembre 2017.

Je souhaite vous informer qu'en ma qualité de Président du Conseil économique et social, et comme le prévoient le paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et le paragraphe 7 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2004, j'ai examiné les qualifications des candidats proposés, et suis tout à fait favorable à la nomination des candidats suivants : M^me^ Sukai Prom-Jackson (Gambie), M. Jean Wesley Cazeau (Haïti), M. Gopinathan Achamkulangare (Inde) et M. Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie).

(*Signé*) Frederick **Shava**

Annexe VI

Lettre datée du 19 décembre 2016, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention votre lettre du 11 novembre 2016 concernant la nomination de quatre membres du Corps commun d'inspection pour un mandat qui prendra effet le 1er janvier 2018.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, et suite aux consultations avec les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, j'ai le plaisir de vous informer qu'en ma qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, j'approuve la nomination des quatre candidats suivants :

Mme Sukai Prom-Jackson (Gambie)

M. Jean Wesley Cazeau (Haïti)

M. Gopinathan Achamkulangare (Inde)

M. Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie)

Toutefois, je vous serais reconnaissant de faire savoir au Corps commun d'inspection que le Conseil des chefs de secrétariat souhaiterait qu'il accorde davantage d'attention à la représentation équilibrée des sexes lors des prochaines nominations.

(*Signé*) **BAN** Ki-moon